

# Table des matières

## **EDITORIAL**

Rapport d'activités 2009-2010. ....	3
-------------------------------------	---

## **ACTIVITES AEDE-EL**

L'AEDE belge francophone et la présidence de l'Union. ....	5
Après le concours, les réactions des élèves de l'Institut St-Joseph de Saint-Hubert. ....	6
Regards croisés sur la guerre 1914-1918. ....	7

## **EUROPE**

Au service des citoyens. ....	8
« L'Europe n'est pas une option, c'est une nécessité ». ....	8
La Russie est européenne, mais est-elle occidentale ? ....	9
Stratégie 2020 et pauvreté en Europe. ....	11

## **DIVERS**

La face cachée de l'électronique. ....	13
Des plaques de verre racontent ... ....	14
L'investissement dans les politiques environnementales contribue au développement économique : SPAQ <sub>u</sub> E, un acteur à part entière. ....	15

## **LU POUR VOUS**

Le Cabinet des douze. Regards sur des tableaux qui font la France. ....	16
---	----

## **VOYAGES**

Les voyages. ....	18
Invitation. Voyage à Metz - Juillet 2011. ....	18

### **Remerciements :**

*Nous tenons à exprimer nos remerciements à  
Monsieur Marcel DE WAELE pour la  
collaboration précieuse  
qu'il apporte, depuis des années,  
à l'élaboration de notre bulletin d'information.*

Le Bureau de l'AEDE-EL.





## **COMMUNIQUEZ-NOUS**

Votre adresse e-mail  
([yves.tinel@aede-el.be](mailto:yves.tinel@aede-el.be))

***Vous serez plus vite informés***  
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>

Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I, prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : [yves.tinel@aede-el.be](mailto:yves.tinel@aede-el.be).

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

## *Rapport d'activités 2009-2010*

Notre asbl s'est remise petit à petit du sinistre qui avait ravagé nos locaux à la rue E. Wacken à Liège. Nous adressons nos plus vifs remerciements au vice-président Roger Lesage et au trésorier Yves Tinel qui ont reconstitué les archives et les documents nécessaires à la vie de l'asbl. L'adresse provisoire est désormais rue du Vertbois 27 - 4000 Liège, en attendant la reconstruction du bâtiment sinistré.

Notre assemblée générale statutaire s'est tenue le 5 décembre 2009.

Nous avons tenu une Assemblée générale extraordinaire le 22 mai 2010, au cours de laquelle les membres ont enregistré la démission du secrétaire Philippe Plumet, approuvé la désignation du nouveau secrétaire, Jean-Luc Lefèvre, approuvé l'admission de nouveaux membres : Bruno MATHELART, Nicolas MAGNEE et Jean-Luc LEFEVRE sont admis comme membres associés. D'autre part, le Conseil d'Administration se réunit régulièrement pour assurer l'animation et la coordination des activités et initiatives.

### Activités :

1. Notre activité voyages : en août 2009, une semaine à Berlin, 22 participants. Avec le décès de Colette Gilles, survenu en octobre 2009, nous avons perdu notre animatrice qui se dévouait depuis de très nombreuses années à cette activité importante. Grâce au dévouement de Marie-Thérèse Rostenne, l'organisation de nos découvertes de l'Europe n'a pas été interrompue : en effet le voyage de Pâques 2010 a emmené 17 participants à Madrid et 16 participants en Bulgarie en juillet de cette année. Est prévue à Pâques 2011 une découverte des grands musées américains de Chicago, Washington et New York ; plus tard sont à prévoir les plages du débarquement en Normandie, une découverte du Sahara libyen (logement sous tente) et la Cyrénaïque en Novembre 2011 / secrets de l'histoire et silence du désert en Libye.
  2. Education permanente des adultes : notre deuxième « Samedi de l'histoire » s'est passé entièrement à Liège le 26 septembre 2009 avec une visite guidée de l'archéoforum, une visite guidée du musée Curtius et une redécouverte de l'église Saint-Barthélemy. En 2010 nous avons dû supprimer notre traditionnel « Samedi roman », mais ce n'est qu'une interruption puisque le prochain est déjà prévu en mai 2011. Enfin Une visite de l'exposition Van der Weyden à Leuven a eu lieu le 24 octobre 2009, tandis que le 28 août 2010 a eu lieu la visite de l'exposition « En visite chez Ensor ». En outre 4 décembre à Bruxelles : le monde de Cranach. Projets étudiés pour 2011 : visite de Breendonk et du Musée juif de la Déportation et de la Résistance - la Caserne Dossin.
  3. Participation à toutes les réunions de la Cellule Europe du Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique (SeGEC), où des synergies sont établies avec les trois niveaux d'enseignement, fondamental, secondaire et supérieur.
  4. Participation active de la section à l'Université d'été du SeGEC
  5. Participation au Comité européen de l'AEDE à Differdange les 23 et 24/10/2009.
  6. Participation comme partenaire au projet « Signes et Sens » dans le cadre du programme de la Commission européenne Lifelong Learning Programme n°133940-1-2007-BE-COMENIUS-CMP. Le but de notre projet est de construire un module de formation initiale et continue pour aider les enseignants à améliorer leur connaissance de l'acte lexique, à mieux identifier les véritables obstacles à la compréhension en lecture et développer des pratiques pédagogiques adaptées pour franchir ces obstacles.
- Le partenariat européen mis en place nous permettra d'expérimenter ces pratiques avec divers profils d'apprenants (en fonction de l'âge, du

contexte socio-économique, de certains besoins spécifiques) et dans des contextes d'apprentissage diversifiés (apprentissage du français langue maternelle ou langue étrangère, dans le pays d'origine ou dans un pays étranger, travail dans les autres langues des pays participant au projet.). Participants : le CNFETP d'Haubourdin (Fr), des établissements du Portugal, de Roumanie et de Turquie.

7. Elaboration du site web du projet Comenius « Regards croisés sur la première guerre mondiale » dans le cadre du programme de la Commission européenne n° 134419-LLP-1-2007-1-FR-COMENIUS-CMP. Objectif général : Pourquoi et comment aborder la question de la 1ère guerre mondiale dans l'enseignement secondaire des pays européens ? Partenaires : des enseignants de Belgique, de France, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Pologne. L'initiateur en est notre section qui y a travaillé depuis plus de 2 ans avec son groupe de professeurs d'histoire. La dernière réunion plénière s'est tenue à Péronne (France), à l'Historial de la Grande Guerre, les 18 et 19 septembre 2009.
8. Participation comme partenaire au projet « Energetic » dans le cadre du programme de la Commission européenne Lifelong Learning Programme n°135254-LLP-1-1-BE-KA3-KA3MP 01/01/2008-31/12/2009. Le « Laboratoire virtuel Energ@tic » propose aux élèves du primaire et du secondaire une série de défis pour sauvegarder l'énergie, à partir d'objets familiers.

Ces défis permettent aux élèves d'analyser une situation en vue de proposer des améliorations pour réduire la consommation d'énergie. Y participent deux écoles belges (Collège du Sartay et Collège Saint-Véronique et Marie-José, Liège), l'APERe (Association pour la Promotion des Énergies Renouvelables, Bruxelles), des établissements de Grèce, d'Italie, de Roumanie et de Turquie.

9. Parution trimestrielle d'un BI proposant aux enseignants des articles susceptibles de les intéresser dans leur enseignement de l'Europe.
10. Participation à l'organisation des « Rencontres Latines », dont l'initiateur historique est le trésorier de notre section, Mr Yves Tinel.
11. Notre section est représentée par Monsieur Marcel De Waele, membre actif de notre association, à de nombreux colloques, séminaires et conférences comme l'atteste notre rapport d'activités envoyé au Ministère de la Communauté française.

✍ **Benoît GUILLEAUME,**  
*Président de l'AEDE-EL.*

## *L'AEDE belge francophone et la présidence de l'Union.*

L'Union Européenne a ceci de très particulier que, tous les six mois, l'un de ses membres assure la présidence tournante des institutions. Par les temps qui courent, je ne suis vraiment pas certain que cette procédure toute fédérale (je pense à la Suisse !) remplisse d'allégresse certains chefs d'état ou de gouvernement qui rêvent encore et toujours d'un directoire en Europe confisqué par les « grandes » puissances. Par les temps qui courent, il est même vraisemblable que pareille dévolution des responsabilités entraîne dans son sillage une moue ironique et dubitative quand le pays investi de la lourde responsabilité d'approfondir un projet tissé de solidarités partagées et d'être le chef d'un orchestre aux multiples voix est traversé depuis plusieurs années par une crise existentielle récurrente et donc incapable d'encore permettre de vivre-ensemble de ses citoyens issus de communautés différentes : c'est le cas de la Belgique en ce second semestre 2010 !

Cette présidence belge de l'Union européenne, nous fallait-il en tant qu'AEDE l'assumer profil bas, contraints et forcés, en toute discrétion, sous prétexte qu'après tout, notre gouvernement en affaires courantes avait lui-même renoncé à toute flamboyance intempestive, sous prétexte aussi qu'après tout la morosité de l'euro-scepticisme avait aussi pénétré le coeur de nos écoles ?

Ou bien au contraire, en raison de l'air du temps, qui est mauvais, et par fidélité aux grands anciens fondateurs de l'AEDE, se l'approprier pour rendre à celles et ceux qui feront l'Europe de demain une parole dont, trop souvent, et depuis trop longtemps, il sont frustrés ?

C'est ainsi qu'a germé l'idée du concours « Si j'étais au Parlement européen » proposé de concert par les deux sections de l'AEDE aux étudiants des 6<sup>èmes</sup> et 7<sup>èmes</sup> années secondaires : il les invitait à déposer des recommandations motivées, en prise directe avec la vie quotidienne et l'accès à l'emploi, et à les

défendre oralement lors de la phase finale dans les locaux du Parlement européen.

Nous sommes très reconnaissants vis-à-vis de celles et ceux qui ont cru, très tôt, dans l'intérêt de cette action et lui ont permis de voir le jour : la Ministre de l'Enseignement obligatoire en Communauté Française, Madame Marie-Dominique SIMONET, et son cabinet, ainsi que Madame Frédérique RIES, parlementaire européenne et son attachée, Madame Sophie PERSON.

Quatre établissements scolaires ont été retenus pour la grande finale, trois du réseau libre (l'Institut Saint-Joseph de Saint-Hubert, avec deux équipes, l'Institut Alix le Clerc de La Hulpe et l'Institut Saint-François de Sales d'Ath) et un de l'officiel (l'Athénée Royal d'Aywaille).

Quatre-vingt personnes se sont donc donné rendez-vous le 3 décembre à Bruxelles : des élèves, bien sûr, dont beaucoup, et c'est heureux, issus de l'enseignement professionnel, des professeurs, mais aussi des parents et des directeurs qui ne cachaient pas leur satisfaction devant une telle initiative.

Nos lycéens ont ainsi pu s'exprimer et dire leurs attentes. Des attentes bien concrètes, même si l'Union européenne, telle que conçue actuellement, ne peut toutes les satisfaire parce que les Traités ne le lui permettent pas. Des attentes qui traduisent toutes un réel appétit d'intégration dont devraient s'emparer nos dirigeants plutôt que s'enfermer dans des frilosités parfois malodorantes. Qu'on en juge ici : l'harmonisation des taux de T.V.A. des produits de première nécessité, une présence plus grande de crèches dans les entreprises pour concilier accueil de l'enfant et insertion professionnelle de la femme, des stages généralisés à l'étranger dans l'enseignement secondaire déjà, même général, la place dans nos programmes scolaires à une sensibilisation à la citoyenneté européenne ...



Qui dit concours dit palmarès, et donc aussi classement ... ne serait-ce que pour remercier d'un prix significatif (des bons d'achats d'une valeur dégressive: 1.000 €, 800 € ...) ces adolescents et ces professeurs qui savent que l'Europe a sa place dans l'école indépendamment de sa présence formelle reconnue et instituée par le décret - Missions de 1997.

✍ *Jean-Luc LEFEVRE,*  
*Secrétaire de l'AEDE-EL.*



## *Après le concours, les réactions des élèves de l'Institut St-Joseph de Saint-Hubert...*

Le sentiment qui domine nos élèves après ce concours est la déception, non pas qu'elles remettent en cause le classement, loin de là mais elles s'en veulent de ne pas avoir pu gérer mieux les questions-réponses. En fait elles ont été tétanisées par le stress et avouaient qu'elles pouvaient répondre à la plupart des questions mais que sur le coup rien ne sortait. D'où leur déception.

A côté de cela elles se rendent compte de la chance extraordinaire qu'elles ont eue de vivre cette expérience et là je crois que l'association doit être remerciée pour cette initiative. A reconduire peut-être sous une autre forme pour motiver un maximum d'enseignants. Il n'est pas normal que si peu d'écoles aient répondu à cette invitation. Peut-être faudrait-il revoir la manière dont est diffusée l'info.

En préparant ce travail avec l'appui de Point Europe de Saint-Hubert, ces jeunes filles ont été obligées de se pencher sur la problématique européenne. Et il est évident qu'elles regarderont cette institution différemment. Et c'est déjà un grand succès.

Merci de leur avoir donné la chance de participer à cette aventure qui les marquera très longtemps.

✍ *Christian MUNSTER,*  
*Professeur.*



## Regards croisés sur la guerre 1914-1918

*À l'attention des professeurs d'histoire*

Résultat d'un travail de deux ans dans le cadre du programme Comenius de formation continue.

Le public visé par le projet est le corps enseignant des différents pays européens, et à travers ces enseignants, l'ensemble des élèves.

Il s'est agi de construire un module de formation initiale et continue à destination donc des enseignants, mais aussi des formateurs. Pour construire ce module, nous avons utilisé la méthode des « regards croisés ». Cette méthodologie permet de dépasser les dimensions purement nationales, d'échanger et de partager des expériences, ceci afin d'enrichir la réflexion et les pratiques de ceux qui ont la charge d'enseigner l'histoire, et de former les futurs citoyens européens.

Quels sont les auteurs ? Le consortium est très complémentaire. Il regroupe des centres de formation, permettant d'impliquer de très nombreux enseignants et établissements scolaires ; des écoles, certaines classes étant étroitement associées au projet; l'Association Européenne Des Enseignants (AEDE), association implantée dans presque tous les pays de l'Union ; des universités, qui sont une caution supplémentaires à la fois sur le contenu scientifique du projet et sur l'aspect didactique ; et un Inspectorat, qui a la responsabilité des programmes scolaires. Une trentaine d'écoles ont participé activement au projet. Un partenaire externe suisse s'est également joint au projet (Pädagogische Hochschule der Fachhochschule Nordwestschweiz Institut Forschung und Entwicklung).

Les universités, l'AEDE et les centres de formation liés aux Universités nous ont mis également en contact avec des experts de la période historique concernée, et des experts en didactique de l'Histoire, et ce dans différents pays européens. L'Inspectorat comprenait également des auteurs de programmes, et de manuels scolaires.

Le module ainsi réalisé est d'une grande richesse.

On peut y découvrir d'abord une grande variété et une abondance de documents et de ressources : textes, documents iconographiques, traces matérielles, pistes pédagogiques. On va d'un texte sur les causes du conflit jusqu'à une analyse (+ documents iconographiques) des cimetières militaires...

De même, on soulignera la grande variété des thèmes traités classés en cinq parties : causes du conflit, événements, caractéristiques de la guerre, conséquences et traités de paix. Ce ne sont que les grandes divisions du module au sein desquelles on a distingué des rubriques plus ciblées.

Ainsi pour les caractéristiques de la guerre, on trouve des rubriques comme : les conditions de vie et de combat au front, la mobilisation des ressources humaines et économiques, les armes nouvelles, les objectifs et formes de guerre, la propagande, etc.

La partie "bibliographie" propose non seulement l'analyse d'ouvrages de références mais aussi (et peut-être surtout...) la recension et l'analyse de nombreux sites Internet de référence qui permettent d'aller plus loin et de trouver des ressources (documents, pistes pédagogiques) supplémentaires.

Nous espérons ainsi avoir apporté aux enseignants un excellent outil de travail.

**Invitation est faite aux professeurs  
d'histoire de visiter notre site :**

Europe 14-18 Regards croisés sur la Première  
Guerre Mondiale ([www.europe14-18.eu](http://www.europe14-18.eu))

*Au nom du groupe de travail,*

*✍ Philippe PLUMET,  
Membre de l'AEDE-EL.*

## *Au service des citoyens.*

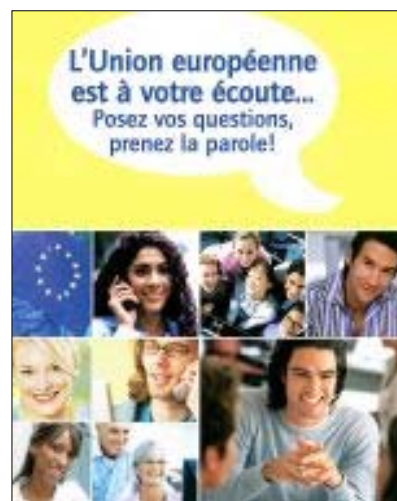
Retrouvez cette brochure et d'autres explications claires et concises à propos de l'Union européenne en ligne sur : [www.ec.europa.eu/publications](http://www.ec.europa.eu/publications)

La communication est un élément essentiel d'une démocratie, quelle qu'elle soit. L'Union européenne ne fait pas exception : ses citoyens ont le droit de savoir ce qu'elle fait, pourquoi elle le fait et en quoi leur vie se trouve influencée, tout comme ils ont le droit de prendre part au processus politique par l'intermédiaire d'un véritable dialogue avec l'Union et ses institutions.

Pour sa part, l'Union européenne essaie de se montrer aussi ouverte et transparente que possible. Elle est toute disposée à aider ses citoyens à mieux la connaître et elle écoute volontiers leurs points de vue. Cette brochure répertorie les principaux points de contact et sources d'information au sein de l'Union et de ses institutions ; vous obtiendrez auprès des uns et des autres des renseignements sur tous les aspects des activités communautaires, leurs conséquences pour vous-même, la marche à suivre pour en bénéficier et la manière dont vous pouvez intervenir dans les débats d'actualité.

### Trois moyens de vous informer :

1. Site internet de l'Union européenne (europa.eu).
2. Ligne téléphonique d'Europe Direct (appel gratuit au n° 00 800 6 7 8 9 10 11) de n'importe quel endroit du territoire de l'Union européenne.
3. Relais locaux d'Europe Direct dans chaque État membre.



**« L'Europe n'est pas une option, c'est une nécessité »**

### **Entretien avec le commissaire BARNIER.**

Le marché intérieur, le marché unique, est constitué de ce que nous, Européens, dans tous les États membres, avons en commun dans de nombreux domaines de notre vie économique et sociale. Ce n'est pas une invention de bureaucrates. L'idée est qu'en tant que citoyens européens nous partageons une économie et les valeurs qui sont attachées aux aspects sociaux de cette économie. Mais les citoyens, les consommateurs, les producteurs ont perdu ce lien de vue et ont commencé à considérer ce marché intérieur comme une

contrainte plutôt que comme une possibilité d'améliorer leurs vies en commun. Ce grand marché intérieur est une formidable occasion qui nous est offerte à tous. Nous pouvons aujourd'hui vivre dans n'importe quel pays de l'Union, nous pouvons obtenir la reconnaissance de nos qualifications professionnelles et nos cartes bancaires sont utilisables partout en Europe.

Le Parlement européen a adopté un texte qui va véritablement faciliter la vie de petites entreprises, notamment en simplifiant les



normes comptables qu'elles doivent appliquer. Il y a plusieurs millions d'entreprises en Europe, c'est-à-dire plusieurs millions d'emplois. Nous devons être en mesure de démontrer aux gens que l'Europe leur est utile, qu'elle facilite leur vie, en facilitant leur travail.

L'Europe n'est pas une option, c'est une nécessité. À Bruxelles, les choses sont parfois compliquées car nous nous sommes embarqués dans une aventure unique : c'est une coopération et non une fusion entre les nations. C'est une Europe unie, mais pas uniforme. Il n'existe pas de nation européenne : il ne peut donc y avoir de super État européen. Nous sommes dans une communauté de nations et nous devrions être fiers et respectueux de nos différences, de nos langues, de nos cultures, de nos traditions. Mais il est également de notre intérêt de nous regrouper, de mettre en commun certains aspects de notre souveraineté – pour avoir notre mot à dire sur la scène mondiale, pour pouvoir voyager, faire du commerce et vivre dans de meilleures conditions. Et c'est la raison pour laquelle nous avons commencé en regroupant nos marchés...

Nous devons établir à l'échelon européen un système de surveillance du secteur financier, faire de l'Europe la première région du monde à bénéficier de cette approche intégrée. La Commission a présenté des propositions ambitieuses : nous devons maintenant parvenir dès que possible à un accord avec les États membres et avec les parlementaires européens de façon que ces nouvelles autorités soient créées et entrent en fonction l'année prochaine.

La crise n'est pas terminée et aura des répercussions à long terme sur la croissance. Il est impératif que nous parvenions à nettoyer le secteur financier en nous aidant d'une réglementation intelligente et efficace qui n'étouffe pas l'innovation. Nous devons agir avec efficacité, sans oublier pour autant les principes du « mieux légiférer » : évitons d'ajouter des contraintes inutiles alors que l'accès aux sources de financement conditionne la reprise. C'est en ce sens que les marchés financiers doivent être au service de ceux qui alimentent l'économie réelle.

Je suis persuadé que l'Europe est plus forte quand nous sommes unis. Mais tout le monde n'est pas de cet avis, et je suis inquiet de constater des poussées de protectionnisme et de populisme partout en Europe. C'est pourquoi il est tellement important pour moi de prendre le temps d'aller parler avec les gens, et d'essayer de les convaincre qu'ensemble nous sommes plus forts que si nous restons isolés.

*Single Market n° 57 2010-1*



## *La Russie est européenne, mais est-elle occidentale ?*

**Pierre-Étienne CHAMPENOIS.**

L'erreur aura été de croire, dans les années 90, qu'elle était devenue comme nous ou qu'elle allait naturellement évoluer à notre image ou encore qu'on pouvait oublier le poids de l'histoire. Nous devons apprendre à connaître la Russie pour ce qu'elle est plutôt

que pour ce qu'on voudrait qu'elle soit : elle est certes *européenne* (la géographie n'est qu'un facteur et pas le principal en regard de la culture et de l'histoire) mais elle n'est pas *occidentale*, ou en tout cas moins qu'on ne le pense, surtout si on tient compte que, au fil des

ans, cette expression a acquis, pour nous en tout cas, une connotation essentiellement *atlantique*. La Russie a été influencée par un passé mongol et byzantin. À ce dernier titre surtout, elle fait partie de ce qu'historiquement on appelait l'Europe Orientale. La Russie aujourd'hui n'est plus communiste, elle est redevenue orthodoxe. Sa conception du pouvoir est d'essence quasi divine, et son exercice revêt le plus souvent un caractère secret pour ne pas dire mystérieux. Une partie de notre problème à comprendre la Russie est d'ordre culturel. Une chose est en tout cas certaine, la Russie n'est pas de sensibilité *atlantique* et ne compte pas le devenir.

La Russie a été depuis le XVIIIe siècle une grande puissance. Elle a dominé, par son poids idéologique et militaire surtout, la conjoncture politique européenne pendant la deuxième partie du XXe siècle. Elle reste, encore aujourd'hui, une grande puissance par son passé, sa situation géographique très particulière et son énorme potentiel, sans même parler de sa culture. Elle est surtout le plus grand, et peut-être aussi, à terme, le dernier grand voisin continental de l'Union européenne. À tous ces titres elle est avant tout un partenaire stratégique avec lequel nous devons nous entendre quels que puissent être nos différences et les inévitables conflits d'intérêt qui nous opposent ou qui ne manqueront pas de nous diviser.

Poutine a ramené un certain ordre dans un pays tout simplement en voie de féodalisation au profit de mafias locales ou des clans ou d'une combinaison des deux. Une recentralisation du pouvoir s'imposait. La décentralisation voulue par Eltsine était sans doute d'esprit démocratique mais, faute d'encadrement, ses conséquences ne pouvaient être qu'anarchiques. Ainsi, l'élection, en principe démocratique, de potentats locaux, le plus souvent ex-secrétaires du parti, n'ayant de compte à rendre à personne ne constituait pas en soi une garantie de bonne gouvernance.

C'était en outre la porte ouverte à toutes les forces centrifuges et aux excès d'un sous-nationalisme débridé. La Russie ne pourra jamais fonctionner sans une bonne dose de centralisme. En outre, personne n'aurait rien eu à gagner à une balkanisation de l'espace russe.

Leurs dirigeants ont rendu aux Russes le sentiment qu'ils existaient en tant que pays et comme une réalité sur la carte internationale. Cette prise de conscience, ou encore cette volonté d'affirmation mêlée de sûreté de soi, ou encore cette « *assertivité* » comme on le dirait en anglais, n'est à sans conséquence sur notre point de vue. Pour dérangeante qu'elle puisse être parfois, cette assertivité devrait logiquement nous inciter à prendre la mesure réelle de la Russie comme voisine et surtout comme partenaire plutôt qu'à réagir en la traitant comme une sorte de non-entité comme on l'a fait, parfois même sans s'en rendre compte.

C'est dans le domaine économique que les progrès ont été le plus spectaculaires, et que la Russie accède véritablement au statut de grande puissance. Certes les marchés sont à l'origine de ce miracle plus que la politique économique du Président. Il n'empêche que le marché russe est devenu attractif, y compris pour les investisseurs étrangers. Ce marché difficile n'est pas sans risques. La remise en cause de grands investissements pétroliers au nom d'intérêts *particuliers* ou tout simplement en raison d'une volonté étatique, l'a montré. Il est vrai que la politique économique du gouvernement comporte des vices structurels et qu'elle s'apparente par bien des côtés à du dirigisme ou à une forme de libéralisme encadré, ou encore à du *national-capitalisme*. Ceci constitue une source de discrimination importants sur le plan de la concurrence et, plus grave, un instrument de contrôle politique au service du pouvoir. La Russie n'est certes pas la seule à vouloir pousser des « *champions nationaux* » mais, dans son cas, la motivation est plus politique qu'économique.

## *Stratégie 2020 et pauvreté en Europe.*

La lutte contre la pauvreté doit être au cœur du projet européen, car elle renvoie à l'affirmation de la dignité inaliénable et irréductible de l'homme et de l'égalité de tous les hommes en dignité. Cette reconnaissance de l'égalité foncière des hommes – et des hommes et des femmes – qui doit trouver sa traduction concrète, constitue la dimension la plus haute de la civilisation européenne.

### **Que faut-il entendre par pauvreté ?**

La définition de la pauvreté qu'a donnée le Conseil européen en 1975 paraît la plus juste et la plus porteuse : « sont pauvres ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes pour participer activement à la société à laquelle ils appartiennent ».

L'UE utilise deux concepts : la pauvreté absolue ou extrême qui est privation du nécessaire (2 dollars par jour dans les pays les moins avancés ou un « panier de biens essentiels » dans les pays industrialisés) et la pauvreté relative dénommée « seuil de pauvreté » ou « risque de pauvreté » qui s'établit à moins de 60% du revenu médian de l'État-Membre. Pauvreté relative ou inégalités, c'est pareil, d'où la réticence de certains services de la Commission et la résistance montrée par certains États-Membres à la centralité de cet indicateur dans la politique de lutte contre la pauvreté.

En Belgique, le revenu médian pour une personne isolée est de 1 433 euros par mois ; le seuil de pauvreté est donc de 860 euros. Un million et demi de personnes, soit 14,7% de la population, vivent en-dessous du seuil de pauvreté en Belgique, contre 16%, soit 80 millions dont 19 millions d'enfants, en Europe.

Après la guerre, l'écart salarial moyen pour les 500 grandes entreprises de Fortune tournait autour de 1 à 20 aux USA (1 à 7 dans le Japon de Mac Arthur). Il est aujourd'hui de 1 à 300. Au Royaume-Uni, en 2000, le Chief Executive Officer des 100 premières entreprises gagnait en moyenne 47 fois la paie du travailleur moyen à plein temps ; en 2009, il gagnait 81 fois ce montant.

### **Un double choc : la technologie et la mondialisation de la production**

Le progrès technique et la mondialisation sont les deux principaux facteurs économiques générateurs d'inégalités. Mais c'est la finance dérégulée et débridée qui a fourni l'arme de ce hold up sur la croissance. Et le « pouvoir-UE », par la nature même de ses compétences et par la facture néolibérale qu'il a prise de facto depuis 20 ans, a déterminé le cadre d'une croissance qui a été à la fois faible et inégalitaire.

Mais au moment où les grandes multinationales généralisent la chaîne globale de production, se produit un développement qui est aussi un rebondissement inattendu, avec le choix de la Chine en 1978 de marier capitalisme de marché et parti unique – PCC – et de s'insérer de cette façon au cœur de l'économie mondialisée. Dans la foulée, l'Inde, le Brésil et la Russie après l'effondrement de l'URSS, font aussi élection du capitalisme de marché. L'offre de travail double en l'espace de deux décennies sur le marché mondial, ce qui fragilise l'emploi et fait pression à la baisse sur les salaires des travailleurs non qualifiés dans les pays de vieille industrialisation. Grâce au raccourcissement des distances et à l'abaissement du coût des communications, la chaîne globale de production, avec les délocalisations et la sous-traitance, va en effet affecter surtout les travailleurs non-qualifiés. Les emplois et les salaires vont en subir un contrecoup dans les pays industrialisés, creusant les inégalités et aggravant la précarité.

Toutefois – et c'est le nœud du problème – la concurrence sociale et fiscale au sein de l'UE-27 est aggravée par l'unification du marché et de l'eurozone, dès lors qu'il n'y a pas d'harmonisation. Ainsi la concurrence sociale est aggravée par l'encouragement donné aux délocalisations d'entreprises des anciens vers les nouveaux États-Membres ou, à l'inverse comme le voulait la directive Bolkestein originale sur les services, permettre de travailler dans un État à haut niveau de salaires et de protection sociale, aux conditions beaucoup moins coûteuses et moins protectrices du pays d'origine de l'entreprise de services. Quant à la concurrence fiscale, elle

pousse la taxation des revenus du capital et des profits de l'entreprise vers le bas, ce qui a pour effet de miner la capacité de redistribution des états et donc l'exercice de la fonction d'équité. Structurellement l'UE exerce donc une pression inégalitaire. Si la stratégie 2020 ne s'accompagne pas de progrès vers l'harmonisation, son impact sur la pauvreté sera marginal.

L'UE est donc devenue un vaste espace économique à la fois très ouvert et très hétérogène. Elle n'est véritablement ni une puissance économique, ni une puissance politique. L'essentiel de l'ajustement à la globalisation reste donc une affaire nationale. Mais la capacité d'ajustement via la maîtrise des budgets publics, l'emploi et les salaires varie selon les États-Membres. D'où la rivalité entre les États-Membres crée un risque de rupture de l'unité du marché unique. Le protectionnisme est interdit par le Traité, mais qu'en sera-t-il en cas d'infractions massives ?

L'eurozone elle-même est dorénavant exposée au risque de défaut souverain ou à la déflation structurelle chez certains États si le taux d'intérêt et le taux de change communs sont trop élevés pour eux.

L'UE est au milieu du gué : le marché est largement unifié, mais les structures de production restent insuffisamment intégrées ; elle est surtout trop peu intégrée au niveau politique comme si l'on pouvait indéfiniment séparer politique et économique.

*Pierre Defraigne*  
Executive Director,  
Madariaga- College of Europe Foundation





## *La face cachée de l'électronique.*

### Des chiffres qui donnent le tournis

- Selon Umicore, société spécialisée dans leur recyclage, la durée de vie moyenne d'un GSM est de 18 mois. Plus de 7 milliards de téléphones ont été vendus dans le monde. Trois milliards ne sont pas ou plus utilisés, dont la moitié a été jetée.
- Selon une étude de la société EMC, un milliard d'appareils électroniques (GSM, appareils numériques, PC, écrans) arrivent au terme de leur utilisation chaque année dans le monde.
- Selon le groupe de travail Écoinfo du CNRS, il ya actuellement plus d'un milliard d'ordinateurs dans le monde et il en aura le double dans dix ans.
- Selon une étude réalisée pour la FEDIS, entre 2009 et 2008, les ventes des jeux électroniques ont augmenté de 45% en Belgique.

Pourtant, notre bien-être ne justifie pas cette escalade.

### Un impact méconnu, mais important sur l'environnement

« Mon GSM ne pollue tout de même pas ! », pouvons-nous penser en l'utilisant. De fait, il n'émet pas de fumée et sa consommation énergétique paraît peu importante. Mais son véritable impact sur l'environnement est bien caché.

Pour produire une puce électronique de deux grammes, 72 grammes de produits chimiques, 32 litres d'eau et 1,7 kg d'énergie fossile sont utilisés. Autrement dit, une puce électronique nécessite 850 fois son poids en énergie.

« La production de la puce d'un GSM génère autant de CO<sup>2</sup> qu'une voiture qui roule 580 km », explique Frédéric Chomé, de la société Factor-X, spécialisée dans les bilans carbone. « Beaucoup de transformation de matières premières entraîne une grande consommation d'énergie et implique donc une émission importante de gaz à effet de serre. C'est ce qui est appelé le carbone gris : on n'en est pas toujours conscient car il est produit en dehors de la consommation directe de l'objet ».

**Pour le GSM**, la fabrication et le transport pèsent lourd en matière de rejets de carbone. Son utilisation couvre le nombre d'années de l'appareil et le nombre de fois qu'on l'emploie. Chaque remplacement de GSM se paie cash pour l'environnement.

**Pour la voiture**, l'utilisation du véhicule (fonction du nombre d'années et de km parcourus) cause cinq fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que sa fabrication : rouler moins a un impact important sur les émissions de CO<sup>2</sup>.

### Frédéric Chomé (Factor-X).

« L'idéal serait de disposer de bilans carbone précis pour chaque produit. Cela prendra un peu de temps. Mais déjà, les résultats globaux peuvent orienter nos choix en faveur de l'environnement. Les consommateurs n'en sont pas assez conscients, mais ils disposent d'un levier considérable : 85% des émissions de gaz à effet de serre en Belgique sont dus à la consommation de produits et services ».

*Revue Bruxelles Environnement  
([www.bruxellesenvironnement.be](http://www.bruxellesenvironnement.be))*

## *Des plaques de verre racontent...*

La photothèque du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire recèle plusieurs centaines de milliers de tirages sur papier, dont certains remontent au milieu du XIXe siècle. À côté de tirages d'époque, elle conserve également des dizaines de milliers de plaques de verre, se rapportant principalement à la Première Guerre mondiale.

La Grande Guerre est sans conteste le premier conflit majeur à bénéficier d'une mémoire photographique. Réputées fondatrices de ce genre, les guerres de Crimée et de Sécession ne livrent, pour des raisons techniques évidentes, pas d'instantanés des combats. Pour cela, il faut attendre la guerre des Balkans qui inaugure véritablement le reportage photographique de guerre que 14-18 généralisera.

À l'approche des commémorations liées au centenaire du conflit, le Musée a entrepris de valoriser son patrimoine photographique 14-18, et en particulier son inestimable collection de plaques de verre.

Entrée progressivement dans le patrimoine de l'institution à partir de juin 1926, celle-ci se compose aujourd'hui de quelque 35.000 plaques (positifs et négatifs sur verre) de formats variables, en ce compris des vues stéréoscopiques. La majorité d'entre elles sort des laboratoires du Service photographique de l'Armée belge (SPhAB).

Fondé le 5 novembre 1915 dans la foulée de son alter ego français, ce service officiel attaché au Grand Quartier général doit, « servir à la documentation historique relative à la guerre et à l'éducation nationale de la jeunesse future, ainsi qu'à l'illustration d'articles de propagande publiés à l'étranger ». Pour s'acquitter de ses missions, le service se dote de trois départements respectivement en charge de l'archivage, du reportage et de la propagande. Munis d'accréditations, des opérateurs sillonnent le front en quête d'images.

Pour compléter sa propre production, le SPhAB s'emploie à rassembler les très nombreux clichés pris par des particuliers au cours des 18 premiers mois de la guerre. En effet, en dépit de l'interdiction, de nombreux militaires ont emporté dans leur paquetage un appareil photographique et immortalisent les scènes qui constituent leur quotidien. Cette source, complétée par les photographies prises par les agences de presse ou de publicité, constituera, faute de service officiel, la mémoire photographique de début du conflit. Au lendemain de l'armistice, les collections du SPhAB comptent pas moins de 26.000 vues qui illustrent près de neuf dixièmes des ouvrages publiés à l'époque, offrent aux conférenciers un support iconographique à leurs propos et servent les multiples initiatives (expositions, éditions, etc.) destinées à collecter des fonds au profit des victimes de la guerre.

Pour son entreprise de valorisation de grande envergure, le Musée a consenti des efforts importants. Un atelier a été installé où chaque plaque fait l'objet d'un constat d'état et d'un traitement documentaire, préalable à sa numérisation. Il s'agit, on l'aura compris, d'un travail de longue haleine qui débouchera à terme sur la mise en ligne d'un patrimoine photographique de grande valeur tant historique qu'artistique.

### **Info Adresse :**

Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire,  
Parc du Cinquantenaire 3 B-1000 Bruxelles.

Service éducatif : Dr Christine Van Everbroeck  
Tél. : 02/ 737 79 07

Courriel : [christine.van.everbroeck@klm-mra.be](mailto:christine.van.everbroeck@klm-mra.be)

## *L'investissement dans les politiques environnementales contribue au développement économique : SPAQuE, un acteur à part entière.*

Ce n'est un secret pour personne : la Région wallonne, dont le passé industriel fit la richesse, compte aujourd'hui un nombre important de friches industrielles, souvent affectées d'une lourde pollution. Les investigations menées par la société SPAQuE ont déjà permis d'inventorier, à ce jour, plus de 6.000 sites pollués ou potentiellement pollués sur l'ensemble du territoire wallon.

Par ailleurs, l'assainissement d'un terrain pollué peu coûter très cher. L'investissement, public ou privé, qu'il faut consentir pour rendre un sol propre à l'usage auquel il est destiné peut être d'une importance telle que l'on pourrait légitimement s'interroger sur le bien-fondé de celui-ci : les dépenses exposées afin d'améliorer l'environnement sont-elles conciliables avec les exigences de rentabilité économique ?

L'expérience acquise par SPAQuE au cours de ses vingt années d'existence, dans le domaine de l'assainissement des décharges dans un premier temps, des friches industrielles ensuite, permet d'apporter un éclairage particulier à cette question.

Tout d'abord, il faut souligner qu'une approche scientifique rigoureuse d'une réhabilitation permet souvent de limiter son coût, sans porter aucunement préjudice à la qualité du résultat final. Ainsi, lorsqu'elle développe des scénarii de réhabilitation d'un site, SPAQuE accorde une place prépondérante à l'analyse des risques. Celle-ci permet de fixer les objectifs de dépollution en fonction de l'utilisation qui sera réellement faite du terrain assaini. En d'autres termes, la présence de certains polluants dans des concentrations problématiques au regard des normes en vigueur peut in fine s'avérer acceptable dans certaines configurations ou pour certains types d'usages. Dès lors, ces configurations ou usages seront privilégiés : de manière systématique, SPAQuE sélectionne, sur base de l'étude des risques, le projet d'assainissement qui présente le meilleur rapport entre résultats environnementaux et coûts de dépollution.

Mais surtout, il convient d'insister sur un point fondamental : les budgets investis dans l'assainissement des sols pollués ne servent pas uniquement, loin de là, à améliorer la qualité de l'environnement.

En effet, la réhabilitation d'une décharge ou d'une friche fait intervenir des opérateurs issus de multiples secteurs de l'économie : laboratoires, bureaux d'études, entreprises de travaux publics, de génie civil ...

Au-delà de ce dernier aspect, il faut également avoir égard au devenir des terrains assainis. Chaque m<sup>2</sup> réhabilité, jusque-là inutilisable, donc improductif, peut être remis à la disposition des entreprises, dont on sait qu'elles manquent cruellement, en Région wallonne, de sites susceptibles de les accueillir.

L'exemple de SPAQuE démontre qu'une activité qui, a priori, apparaîtrait limitée au secteur de l'environnement, peut dans la réalité des faits contribuer à la croissance du P.I.B et, par la mise à disposition des investisseurs de terrains prêts à accueillir des activités économiques, à la création des conditions d'une nouvelle prospérité pour la Région wallonne.

*Emmanuel COLLA,  
Responsable du Service Juridique - SPAQuE.  
Extrait « Dossier droit de l'environnement ».*



Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement.

## *Le Cabinet des douze. Regards sur des tableaux qui font la France*

*Laurent Fabius*

*Gallimard, Témoins de l'art, Paris 2010*

Laurent Fabius a été Président de l'Assemblée nationale, ministre de l'Économie et des Finances, Premier ministre. Il est actuellement député et Président de la Communauté d'agglomération de Rouen-Elbeuf, en Seine-Maritime. Il est également ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de l'université et amateur d'art ».

Telle est la mention figurant au bas de la 4<sup>ème</sup> page de couverture. Je me permets d'ajouter que, fils spirituel de feu le Président François Mitterrand, Laurent Fabius fut un de ceux qui, en France, poussèrent le « non » lors du referendum du [29 mai 2005](#) sur le projet de « Traité établissant une Constitution pour l'Europe ». Ce troisième référendum français sur un traité européen fut rejeté et ce rejet, à la suite du rejet néerlandais, fit capoter ce qui aurait pu être un fameux pas en avant pour la construction de l'Europe.

Ce rappel indique donc, vous l'aurez compris, le peu de sympathie que j'éprouve pour l'auteur, a priori, mais, ne voulant pas mélanger les genres, je me suis décidé à acheter l'ouvrage. Par curiosité ! Comme beaucoup de lecteurs de ce bulletin de l'AEDE, je suis curieux du monde des arts et de la peinture en particulier, je suis curieux de la France et de son histoire, de ses beaux-arts.

L'auteur écrit, en 4<sup>ème</sup> page de couverture : « J'ai voulu rassembler ici, comme dans un cabinet d'amateur, douze œuvres – en réalité, davantage – qui, tout en me touchant personnellement, ont contribué et contribuent à faire la France ».

C'est probablement cette phrase qui m'a décidé à lire cet ouvrage. D'abord, pour découvrir le personnage Laurent Fabius à travers son choix des douze œuvres, par les analyses qu'il en fait, par ses commentaires, et pour me faire une idée de ce que représente la France pour un homme de cette envergure, et

probablement à travers lui, pour beaucoup de Français. C'est de sa part une approche personnelle, et non une analyse technique réalisée par un critique d'art professionnel, même si, issu d'une famille d'antiquaires, il en connaît un bout sur la question.

J'ai découvert un homme érudit, d'une culture des plus étendues – il est sorti de l'[École nationale d'administration](#) dans les trois premiers en [1973](#) - j'ai été séduit, dès l'abord, par l'élégance et la fluidité de son style, simple et en même temps finement élaboré.

L'ouvrage comporte douze parties centrées chacune sur un thème qu'il illustre à partir d'une œuvre qu'il a choisie et, dans la suite du chapitre, par quelques autres œuvres qui lui permettent des comparaisons, des voyages dans le temps et dans l'histoire de l'art. Faut-il voir un signe de son engagement au PS dans le thème du chapitre initial : « Le peuple » ? Probablement ! Les autres parties s'intitulent, dans l'ordre : « Impertinence, La France parlementaire, Chefs d'État, La France des villes, Insouciance, Cathédrales, Ailleurs, La guerre, Sport et peinture, Peindre pour tous, Matière noire ». Les reproductions sont nombreuses, ce qui est vraiment agréable, et permettent de suivre le discours.

Les Belges que nous sommes seront intéressés par le 11<sup>ème</sup> chapitre, intitulé « Peindre pour tous », qui commence par ces mots : « Hergé, peintre symbole de la France du XX<sup>e</sup> siècle ? » et apprécieront diversement son jugement sur l'œuvre d'Hergé, dont voici un tout petit extrait : « Le lecteur qui cherche à chaque page des marques de 'belgitude' restera sur sa faim... les indices en ce sens sont rares ». Vaut le détour !

Ma curiosité initiale a été largement satisfaite : j'ai effectivement découvert l'autodidacte passionné, l'amateur (au sens étymologique du terme), ses emballements, sa sensibilité, ses

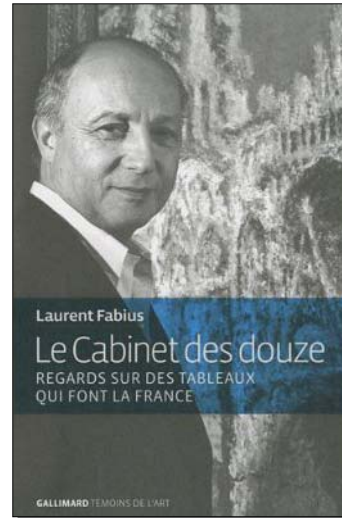


préférences... et l'idée qu'il se fait de la France. Comme l'écrit un internaute : « Là où le député de Seine-Maritime donne le meilleur de lui-même, c'est lorsqu'il multiplie, parfois trop facilement, les parallèles entre art et politique ». On sent sa volonté de faire partager ses émotions patriotiques, mais aussi on redécouvre toute une série de poncifs si chers aux Français sur la grandeur de la France.

« Laurent Fabius n'est pas comme il le dit avec fausse modestie un « *fiéffé mécréant en art* », mais plutôt un amateur éclairé », écrit un autre internaute, qui poursuit perfidement : « Hélas ses connaissances et ses analyses vont rarement au-delà de ce que l'on peut facilement trouver dans n'importe quel manuel d'histoire de l'art : un auteur inconnu n'aurait jamais pu publier (a fortiori chez Gallimard) un tel ouvrage ».

Je n'ai pas la prétention d'évaluer la justesse de tels propos, je laisserai donc au lecteur le soin de juger par lui-même.

✍ **Benoît GUILLEAUME.**  
*Président de l'AEDE-EL.*



## Les voyages

Voyager autrement est devenu une nécessité pour répondre à la crise, qu'elle soit économique, écologique ou existentielle.

Ce tourisme-là (voyages de l'AEDE et ceux que j'organise dans d'autres continents) engage la globalité de la démarche, dans une optique d'éthique et de respect : respect de soi, des autres, de la planète.

Au travers de vacances que l'on pourrait qualifier « d'intelligentes », on se met en quête d'un supplément de sagesse, de savoir, de sens et de conscience

« On ne fait pas un voyage. Le voyage nous fait et nous défait, il nous invente », souligne David Le Breton, anthropologue et sociologue. Et n'oublions pas que les vacances sont là pour se détendre et se faire plaisir !

Evoquons le plus grand maître : le temps. S'il y a bien un essentiel à redécouvrir au gré de nos péripéties, c'est bien de donner du temps au temps, pour ne plus « consommer » du voyage.

Il faut restituer au temps tout son sens, toute sa valeur. Prendre le temps de préparer son voyage, le temps de la réflexion, le temps de l'approche, le temps de la rencontre, le temps de la compréhension, le temps de découvrir l'autre...

En achetant un vol low-cost en dernière minute et en faisant un aller-retour dans la même journée pour visiter un lieu, il est clair que l'on n'a rien vu, rien appris, rien compris ! Dans le voyage, il y a un avant, un pendant et un après féconds que l'on peut mettre à profit pour optimiser son expérience et la prolonger dans le temps

Chaque voyage est enseignement. Pour que cet « ensemencement » opère, ce n'est pas tant une question parcourue que d'état d'être. Voyager c'est avant tout quitter le confort de la routine, réveiller notre capacité d'émerveillement, désirer apprendre de la rencontre avec soi, avec l'autre, avec la nature, avec un savoir-faire, avec une œuvre d'art.... On se met en route pour mieux se connaître, pour s'enrichir d'un savoir, d'une technique, pour découvrir une voie spirituelle, pour apprendre d'un autre peuple, de la nature, d'une situation géopolitique...

Proust disait : « Le véritable voyage de découverte ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages, mais à avoir de nouveaux yeux ».

Je vous souhaite d'avoir les yeux grands ouverts durant nos voyages !

✍ Marie-Thérèse ROSTENNE.

## INVITATION

### Voyage à Metz - Juillet 2011.

Né de la volonté de décentraliser l'art et de doter la province de pôles culturels forts, le tout nouveau Centre Pompidou-Metz ouvre sur la ville lorraine ses immenses baies vitrées, coiffées d'un original toit d'allure japonaise. Il nous invite à découvrir la splendide exposition inaugurale qui le place d'emblée parmi les lieux incontournables de l'art en France.

Je vous invite à participer au voyage en car au début juillet 2011 durant 5 ou 6 jours en visitant **Metz** et les environs comme par exemple le château de Pange, la colline de Sion, la maison de Robert Schumann et une chapelle remplie de fresques à Sillegny.

**Renseignements** (programme et fiche d'inscription) dès février 2011 chez :

✉ Marie-Thérèse Rostenne,  
7 voie du Vieux Quartier  
1348 Louvain-la-Neuve

ou

✉ [mtr@skynet.be](mailto:mtr@skynet.be).

Tous vos amis et connaissances  
sont les bienvenus aux activités  
de l'AEDE.